
Des problèmes chroniques d'électricité affectent 30 pays africains et pèsent lourdement sur leur croissance économique et leur productivité. L'Afrique doit augmenter sa capacité de génération électrique de 7 000 MW par an, mais elle n'a installé que 1 000 MW au cours de ces dernières années.

- Si l'on exclut l'Afrique du Sud, la consommation d'électricité atteint en moyenne 124 kWh par personne et par an, soit tout juste assez pour allumer une ampoule électrique par personne pendant six heures par jour.
- Seulement un cinquième de la population de l'Afrique subsaharienne a accès à l'électricité contre la moitié de la population en Asie du Sud et quatre cinquièmes en Amérique Latine.
- Avec les rythmes actuels d'électrification, la plupart des pays africains n'auront pas encore atteint l'accès universel à l'électricité en 2050.
- Le coût de production de l'électricité en Afrique est en moyenne de 0,18 dollar EU par kWh (environ le double des autres régions du monde).
- Les coupures fréquentes d'électricité obligent les entreprises à utiliser des générateurs de secours avec des coûts de production électrique élevés (0,40 dollar EU par kWh).
- Beaucoup de pays utilisent encore des centrales électriques diesel, qui sont inefficaces, chères, et à petite échelle.
- L'Afrique jouit d'un excellent capital de ressources énergétiques de grande échelle et rentables, mais celles-ci sont souvent situées loin des principaux centres de demande et leur développement est souvent trop cher pour les pays où elles se trouvent.
- L'exploitation de ces ressources devra passer par le commerce régional d'électricité, susceptible d'épargner au continent 2,2 milliards de dollars par an en coûts énergétiques.
- La résolution des problèmes énergétiques de l'Afrique et la mise en œuvre du commerce régional exigera une dépense de 41 milliards de dollars EU par an.
- La réduction des inefficacités opérationnelles des services d'électricité moyennant des réformes institutionnelles permettrait d'épargner 3,3 milliards de dollars EU par an.
- Une réforme des subventions du secteur de l'énergie, dont l'efficacité est douteuse et dont la majorité ne bénéficie pas aux pauvres, permettrait de mobiliser des fonds supplémentaires équivalents à 2,2 milliards de dollars par an. Ces fonds pourraient être utilisés pour le développement des infrastructures énergétiques.
- De nouveaux financements sont incontournables pour combler le déficit annuel de financement restant qui s'élève à 23 milliards de dollars EU.